

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article I-59

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

Article I-59: Le retrait volontaire de l'Union

1. Tout État membre peut, **en cas de refus de ratification d'une révision du traité**, conformément à ses règles constitutionnelles, décider de se retirer de l'Union européenne.
2. L'État membre qui décide de se retirer notifie son intention au Conseil européen, qui se saisit de cette notification. A la lumière des orientations du Conseil européen, l'Union négocie et conclut avec cet État un accord régissant les modalités de son retrait, en tenant compte du cadre de ses relations futures avec l'Union. Cet accord est conclu au nom de l'Union par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, après approbation du Parlement européen.

Le représentant de l'État membre qui se retire ne participe ni aux délibérations ni aux décisions du Conseil européen ou du Conseil le concernant.

3. La présente Constitution cesse d'être applicable à l'État concerné à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord de retrait ~~ou, à défaut, deux ans après la notification visée au paragraphe 2, sauf si le Conseil européen, en accord avec l'Etat membre concerné, décide de proroger ce délai.~~
4. Si l'Etat qui s'est retiré de l'Union demande d'adhérer à nouveau, cette demande est soumise à la procédure visée à l'article I-57.

Explication éventuelle :

Les autorités françaises se félicitent de voir que le Præsidium a repris leur amendement concernant l'intervention du Conseil européen dans la procédure de retrait de l'Union. Elles souhaitent cependant insister sur la nécessité d'entourer le retrait d'un Etat membre des garanties exigées par la gravité d'un tel acte. C'est pourquoi elles maintiennent leurs amendements concernant le lien entre retrait et refus de ratification d'une révision du traité, ainsi que l'obligation de conclure un accord de retrait.